

Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, sur la révision du zonage d'assainissement de Saint-Junien portée par la communauté de communes Porte Océane du Limousin (87)

n°MRAe 2023DKNA12

dossier KPP-2022-13484

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 relatif à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 2 juin 2021, du 23 novembre 2021 et du 16 juin 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu la décision du 5 janvier 2023 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par la communauté de communes Porte Océane du Limousin (87), reçue le 5 décembre 2022, par laquelle celle-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de révision du zonage d'assainissement de Saint-Junien ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé en date du 12 décembre 2022 ;

Considérant que la communauté de communes Porte Océane du Limousin (25 637 habitants en 2018 pour 338,10 km²), compétente en matière d'assainissement, souhaite procéder à la révision du zonage d'assainissement de Saint-Junien datant de 2000 ; que la commune dispose d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 20 juillet 2006 ;

Considérant que selon le dossier, depuis l'élaboration des derniers zonages, le territoire intercommunal n'a pas connu de développement urbain significatif à l'exception des secteurs de « Les Herses » et de « Chez Cressac » à Javerdat et que cette tendance devrait perdurer ;

Considérant que, sur la commune de Saint-Junien, le bourg et onze autres secteurs de la commune sont raccordés au réseau d'assainissement collectif ; que la révision prévoit d'actualiser le zonage d'assainissement collectif de ces secteurs et de retirer du zonage d'assainissement collectif les secteurs « Rieubarby », « Chabanas », « Forgeix », « l'extension du Mas », « Les Séguines Sud », « Virolas » et « Monteil » ;

Considérant que la commune dispose de dix stations d'épuration dans le bourg, d'une capacité nominale de 25 000 équivalent-habitants (EH), dans les secteurs « Bretagne » (150 EH), « Codille » (300 EH), « Grosse Borne » (45 EH), « Grosse Borne Ouest » (20 EH), « l'Homme du Bost » (50 EH), « Le Mas » (60 EH), « Les Charles » (80EH), « Les Séguines Ouest » (70EH), et « Moulin de Dérot » (20 EH) ; qu'il convient de préciser la charge prévisionnelle de ces installations ;

Considérant que le dossier identifie les anomalies des systèmes épuratoires ; qu'il décrit le programme de travaux destinés à améliorer le fonctionnement des stations d'épuration et des réseaux d'assainissement collectif ;

Considérant que le dossier précise l'aptitude des sols à l'assainissement individuel ; qu'il convient de présenter les solutions techniques adaptées aux caractéristiques des sols et de préciser les incidences potentielles sur l'environnement des dispositifs individuels préconisés ;

Considérant qu'en 2022, sur les 3 802 installations contrôlées sur la communauté de communes, 524 installations sont conformes (14 %) et 3 278 installations sont non conformes (86 %) ; qu'il est de la compétence du service public d'assainissement non collectif (SPANC) de faire réaliser les travaux de mise aux normes qui incombent aux propriétaires ;

Concluant, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de révision du zonage d'assainissement de Saint-Junien (87) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de révision du zonage d'assainissement de Saint-Junien (87) **n'est pas soumis à évaluation environnementale**.

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de révision du zonage d'assainissement de Saint-Junien est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux, le 17 janvier 2023

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
le membre délégataire

Signé

Raynald Vallée

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.